

Avant la colonisation française, quelle était la situation agricole dans les régions situées au sud du Sahara? Quels étaient les produits cultivés et suffisaient-ils à nourrir la population d'alors?

Avant la colonisation, l'Afrique tropicale, se composant de deux régions, l'Afrique de la Savane où alternent une saison sèche et une saison des pluies, et l'Afrique de la forêt où l'humidité est perpétuelle, avait un type de production essentiellement basée sur la fourniture de vivres. C'était une agriculture de subsistance qui, dans la savane était à base de céréales, et dans la forêt, à base de tubercules et de bananes. En tout cas, les exportations étaient très limitées et par conséquent, on visait d'abord à la satisfaction des besoins locaux. Les besoins locaux, non seulement en alimentation, mais aussi en textile. Il y avait un peu de coton, juste pour fournir la population en habillement. La production agricole était donc à cette époque, suffisante pour nourrir la population. Et comme dans la savane notamment, il y a de grandes inégalités de climat, — des bonnes années qui alternent avec de mauvaises années — les paysans avaient l'habitude de faire des réserves.

Par exemple quand Marcel Griaule (ethnologue français 1898-1956 NDLR) est arrivé dans le pays Dogon qui est au Mali, il a trouvé dans certaines familles des réserves qui étaient capables de nourrir la famille pendant 7 ans!

Par ailleurs, la population était moins nombreuse, il n'y avait pas d'exportations, et par conséquent dans ces régions, il y avait une alternance entre les cultures vivrières qui étaient dominantes, les cultures industrielles fort peu importantes, et la jachère. On laissait le sol sans le cultiver de nombreuses années, et cette jachère dans les régions de savane, prenons le Sénégal comme exemple, permettait à la végétation spontanée de se développer, elle nourrissait le bétail, donc on avait de l'élevage et du fumier. Ensuite, quand on labourait les terres, on enfouissait la végétation, et donc on refaisait le stock de matières organiques, le stock d'humus du sol.

En quoi la colonisation a-t-elle modifié cet équilibre? Et dans quels objectifs?

Alors le drame commence quand arrive la colonisation. Prenons l'exemple le plus



Hier capables de se suffire et même de constituer des réserves, les peuples du Sahel doivent maintenant importer toujours plus de céréales de l'Occident...



## QUI ETRANGLE L'AFRIQUE ?

Le 16 octobre est depuis cette année la Journée mondiale de l'alimentation. Et depuis le 2 septembre, un député européen, Marco Panella fait la grève de la faim pour que les pays riches versent 1,2% de leurs dépenses d'armement au Tiers Monde.

Nous avons demandé à René Dumont, spécialiste des questions agricoles du Tiers Monde, de nous parler de l'agriculture africaine dans les anciennes colonies françaises au Sud du Sahara, avant, pendant et après la colonisation. Comme on le lira, la responsabilité de la France est lourde dans le destin tragique que connaissent aujourd'hui les peuples africains affamés.

Mais y a-t-il une autre voie que le pillage du Tiers Monde? Comment rompre avec l'impérialisme? Ce sont des questions dont il nous faut débattre dès aujourd'hui.

Claude LIRIA

### Un entretien avec René Dumont



René Dumont est l'auteur avec Marie-France Mottin de «L'Afrique étranglée» et «Le mal-développement en Amérique latine».

classique: le Sénégal avait une nourriture à base de céréales, sorgho et millet. C'était d'ailleurs une alimentation pauvre. Au XVIIIème siècle, arrive l'arachide qui vient d'Amérique. L'arachide est une amélioration car elle apporte des matières grasses et des protéines. On la cultive en petite quantité; on fait beaucoup de céréales,

un peu d'arachide et on continue la jachère. Ça allait.

Puis la colonisation commence à organiser les exportations d'arachide. Ça commence vers 1850 à peu près, avec le port de Rufisk. La France abandonne ses cultures d'oléagineux: colza, oïlette, navette. On couche en herbe, en paille naturelle les terres qui étaient consacrées à ces oléagineux, parce que la France trouve moins cher d'acheter dans les pays tropicaux le coton et l'arachide. Donc la culture de l'arachide augmente.

A ce moment-là, les médecins arrivent dans les colonies, la population s'accroît. Alors on commence par augmenter les cultures vivrières, puis les cultures d'exportation. Et on arrive à un moment donné où l'arachide occupe une trop grande proportion par rapport aux cultures vivrières. Et alors, il n'y a plus de place pour la jachère. On aurait pu faire une évolution comme en France: des cultures fourragères, du bétail en stabulation, du fumier qui aurait rapporté l'humus. Mais on ne l'a pas fait. On ne l'a pas fait parce qu'on n'avait pas de traction animale pour permettre d'augmenter les cultures vivrières, industrielles et fourragères. Ça faisait trop de travail.

Alors, depuis le début de ce siècle, depuis 1900, on a dégradé les sols de la moi-

tié nord du Sénégal, la teneur en humus a diminué. Comme dans cette moitié nord, jusqu'au fleuve Sénégal, il y a très peu d'argile, il y a des sables (l'humus était le seul élément liant), l'humus disparaît. Et en janvier-mars, l'hiver, le vent d'Hamartan souffle du nord-est, du désert, et finit par arracher tous les éléments fins du sol: l'argile, les derniers éléments organiques, le sable fin, et il ne reste que le sable grossier, un gros élément qui n'a aucune capacité de rétention en eau et en éléments fertilisants. Donc le sol est dégradé, quasi désertifié et on voit les dunes qui se déplacent au gré des vents, qui apparaissent aux abords du fleuve Sénégal en 1930. Les voilà maintenant, lors de ma dernière visite, aux abords de Dakar. Donc, il y a destruction des sols, à cause de la politique d'exportation, ici l'arachide, ailleurs le coton.

Quelles sont les conséquences pour les populations?

Les conséquences, c'est que les cultures vivrières ne sont plus suffisantes pour alimenter la population. Non seulement la production a diminué, mais aussi l'habitude des réserves a diminué. Autrefois on avait le grenier. Mais avec la monétarisation de l'économie, avec l'arrivée des marchandises d'importation, le paysan est incité à vendre

son excédent de récolte d'une bonne année pour acheter tous les produits d'importation.

Par conséquent, au Sénégal, dans la période de soudure avant la récolte, à partir de juillet-août, le paysan n'a plus assez de grains pour manger. Au lieu de faire deux repas par jour, les paysans n'en font plus qu'un, juste au moment où il y a les pluies, donc les mauvaises herbes, c'est-à-dire le moment où il faudrait fournir un gros effort pour lutter contre les herbes. Et on voit alors le système de l'usure qui se développe: le paysan emprunte au commerçant une tine (un double décalitre) en s'engageant à rembourser après la récolte. C'est ainsi que se développe le cycle de paupérisation qui va aller en augmentant.

Après l'indépendance, comment le néo-colonialisme a-t-il perpétué ses effets nocifs sur l'agriculture des anciennes colonies?

Après l'indépendance, le néo-colonialisme a persisté en ce sens que les cultures d'exportation imposées par la métropole du temps colonial restent imposées. Elles restent imposées parce que, dans le néo-colonialisme, se sont développées après l'indépendance des classes dirigeantes parasitaires qui ont accaparé le pouvoir. Eduquées en

France, avec les belles villes, les belles bagnoles etc... Et pour cela, ils ont d'abord accaparé la plus grande partie de l'aide extérieure qui a été dépensée en biens de consommation somptuaires, et ensuite ils ont exploité leurs paysans pour pouvoir, en les poussant à continuer les cultures d'exportation, empocher les devises tirées de la vente de l'arachide et du coton, ou du café et du cacao, pour ce qui concerne la Côte d'Ivoire.

Quand je pense par exemple, au règne de Senghor au Sénégal de 1960 à 1980. On dit que Senghor a fait un parti socialiste sénégalais, Mitterrand l'a même introduit à l'Internationale socialiste. Mais l'équipe dirigeante du parti socialiste sénégalais est une équipe de profiteurs, d'urbains qui vivent sur le dos des paysans.

Mais l'exploitation du paysan d'Afrique, ce n'est pas seulement les classes dirigeantes au pouvoir là-bas, qui la perpétuent. Les anciennes métropoles, les pays impérialistes comme la France continuent à profiter du pillage du tiers-monde. Comment ça se passe par exemple, pour les prix des produits en provenance du tiers-monde?

Sur ce plan, Senghor a effectivement eu raison de souligner la détérioration des termes de l'échange. C'est-à-dire que nous avons toujours refusé de garantir les prix des produits agricoles d'origine tropicale.

Houphouët-Boigny le rappelait à juste titre au mois de mars. Entre parenthèses, on classe Senghor à gauche et Houphouët-Boigny à droite. Moi, c'est une classification sur laquelle je fais des réserves, parce que c'est vrai qu'Houphouët-Boigny est partisan de l'économie libérale, c'est un capitaliste, il le dit, mais au moins, il s'est occupé de ses paysans, de ses campagnes, il a électrifié les villages, ce que n'a pas fait Senghor qui se dit socialiste.

Houphouët-Boigny nous disait: à Bruxelles quand on fixe le prix du blé, du sucre, du lait, on calcule les coûts de production; les délégués paysans sont là, ils se battent etc... Mais quand il s'agit du prix du café, du cacao, de l'huile de palme, de tous les produits tropicaux, il n'y a aucun calcul des coûts de production, c'est la loi du marché qui joue. La loi du marché, c'est l'économie capitaliste, avec les acheteurs qui sont en cheville entre eux, et qui s'arrangent pour se procurer ces denrées au prix le plus bas possible.

Je me souviens en 1946, être passé aux Etats unis, en Caroline du nord, où on trouve les producteurs de tabac. Il y a quatre grandes firmes qui achètent le tabac aux Etats unis. Et le matin à l'hôtel, j'ai vu les quatre acheteurs des quatre grandes firmes prendre le breakfast ensemble. Fallait pas être bien malin pour comprendre qu'ils s'étaient mis d'accord sur le dos des paysans. Hé bien, c'est ce qui se passe sur le marché du café, sur le marché du cacao, qui sont dominés par des monopoles ou par des oligopoles de quelques organisations.

Alors on fait des tentatives d'organisation du marché mondial du cacao. Il y a vingt ans qu'on en discute. Moi, j'ai assisté aux premières discussions en 61 à Genève. On aboutit à des petites mesures mais elles ne sont pas appliquées. La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, s'est retirée de cette organisation parce qu'elle n'est pas efficace.

## ET SI LA FRANCE METTAIT FIN A SON PILLAGE ?

A l'issue de notre entretien avec R. Dumont, nous lui avons demandé, dans l'hypothèse d'une rupture radicale avec la politique impérialiste en France-même, quelles mesures de pouvoir prendrait un pouvoir réellement anti-impérialiste pour faire cesser le pillage du Tiers Monde.

Poser la question comme ça a évidemment un petit côté «science-fiction» dans la mesure où nous ne savons pas aujourd'hui quel sera le contexte international dans lequel évoluera une France réellement socialiste. On peut par exemple supposer que de nombreux pays du Tiers Monde auront eux-mêmes mené la révolution jusqu'au bout, et dans ce cas, ce sont les peuples de ces pays qui poseront leurs conditions. Si une Mauritanie socialiste refuse par exemple de vendre leurs minerais de fer à vil prix, ce ne sera que justice, et une France réellement socialiste, donc anti-impérialiste, se fera un honneur de souscrire à cette exigence.

Ceci dit, une France socialiste ou les multinationales n'auront plus droit de cité, devra prendre rapidement des mesures sans attendre que le Tiers Monde de lui demande.

Par exemple, nous sommes tout à fait d'accord avec R. Dumont lorsqu'il dit qu'il faudra arrêter de sous-payer les produits alimentaires et les minerais en provenance du Tiers Monde et que c'est tout notre mode de vie qu'il faudra reconsidérer.

De ce point de vue, l'exemple sans doute le plus caricatural, est celui des moyens de transport. Si l'on accepte de payer plus cher le minerais de fer de Mauritanie et si l'on accepte que ce pays conserve une bonne part de sa production pour édifier sa propre industrie sidérurgique et métallurgique, on comprend qu'il sera nécessaire de diminuer notre production automobile. Ce la veut-il dire que les travailleurs français vivront moins bien qu'aujourd'hui? Non, à condition que les transports collectifs, plus nombreux, plus rationnels et meilleur marché soient développés.

Un autre exemple: le papier. Sait-on qu'au Sénégal, des forêts entières ont disparu parce qu'il revenait moins cher à la France d'acheter le bois sénégalais que le bois français? Une France socialiste devrait donc sans doute accepter de réduire sa production de papier et développer la récupération

des vieux papiers, pour faire cesser ce pillage aux conséquences écologiques dramatiques pour ce pays d'Afrique de plus en plus désertifié. On pourrait multiplier les exemples à l'infini et dans ce domaine l'imagination est au pouvoir!...

Mais là où nous ne suivons pas R. Dumont, c'est lorsqu'il affirme qu'une rupture avec l'impérialisme (qui pour nous nécessite la propriété sociale des moyens de production) implique une diminution du niveau de vie de la moitié des ouvriers français qu'il qualifie (un peu rapidement) «d'exploiteurs du Tiers Monde». Sans doute le pillage impérialiste du Tiers Monde permet à certaines franges de la population française de vivre mieux, et là-dessus il faut reconnaître que nous manquons d'éléments de connaissance. Mais nous pensons que le pillage du Tiers Monde est avant tout source de profits pour les multinationales et la bourgeoisie française. Prenons un exemple, le kg de haricots verts de Haute-Volta est acheté 1,50 franc au paysans voltaïque, mais il est revendu 15,00 francs sur les marchés parisiens. Croit-on vraiment que ce soit la ménagère française qui profite de ce vol?

Par contre, si l'on est d'accord pour dire que les pays du Tiers Monde devraient réorienter leur agriculture vers la satisfaction de leurs besoins locaux, il est très possible qu'une France socialiste doive en revenir à un mode de vie, sur le plan alimentaire par exemple, davantage axé sur les productions agricoles françaises.

Ces quelques réflexions sur la rupture avec l'impérialisme sont, bien sûr, modestes et sans doute elles ne tiennent pas compte du progrès scientifique et technique que connaîtra le futur, progrès qui changera bien des données sur le plan de la production agricole. Mais elles ne demandent qu'à être enrichies.

Voici le point de vue de R. Dumont, le débat est ouvert:

«Quand le Parti socialiste dit qu'on va relancer la croissance, pour moi l'augmentation de la croissance, c'est l'augmentation du pillage du Tiers Monde. La croissance ne peut continuer en France, et le niveau de vie ne peut continuer à s'élever en France que si l'on continue à acheter bon marché toutes les denrées du Tiers Monde.

En 1974, j'étais candidat écologique à la présidence de la République, non pas pour être président naturellement, mais pour défendre les thèses. D'ailleurs je voulais défendre au moins autant les thèses tiers-mondistes que les thèses écologiques. J'ai dit: il faut réduire la consommation de la moitié riche de la population française, et il ne faut pas augmenter le niveau de vie de la majorité des ouvriers français. Il faut seulement augmenter les très bas salaires et les immigrés, et diminuer largement la consommation de la moitié la plus riche de la population française: tous les hauts fonctionnaires, tous les cadres supérieurs sans des exploités du Tiers Monde. Et même la moitié des ouvriers français sont des exploités du Tiers Monde parce que leur niveau de vie est payé par le fait qu'on sous-paye au Tiers Monde certains produits alimentaires, tous les minerais, minerais de fer, bauxite, etc... qui permettent de faire des automobiles.

Engels en 1862 écrivait à Marx: «La classe ouvrière anglaise profite de l'impérialisme britannique». La classe ouvrière d'Europe occidentale profite du néo-colonialisme actuellement; et une rupture radicale avec la politique actuelle française ne serait possible que si la moitié de la population française acceptait de diminuer son niveau de vie, de renoncer à l'expansion automobile, de favoriser les énergies nouvelles, de développer les transports collectifs, toutes choses que j'ai développées dans «L'Utopie ou la mort»

Alors, la politique actuelle n'est nullement une orientation dans ce sens. J'étais à Dakar au moment du deuxième tour des présidentielles. J'avais envoyé un télégramme au Monde ainsi rédigé: «La politique de la France en Afrique, soutenue par l'armée française, prolonge le pillage du Tiers Monde et l'exploitation des paysans démunis par les privilégiés de ces pays. En tant que militant tiers-mondiste, j'appelle à voter contre le responsable de cette politique». Donc j'ai appelé à voter contre Giscard, mais je n'ai pas voulu dire que j'appellais à voter Mitterrand. Parce qu'il n'y a pas cette rupture radicale, parce qu'il y a continuation. Ils sont dans un système dont il n'est d'ailleurs pas facile de sortir, il faut bien le reconnaître.»

## UNIVELER, NESTLE, GERVAIS DANONE ... AND CO

Qui aujourd'hui domine le marché mondial? Cette question est essentielle pour comprendre les mécanismes de domination de l'impérialisme et du néo-colonialisme.

Pour les firmes multinationales, l'agriculture n'est rien de plus qu'un maillon d'une chaîne qu'on appelle «l'agro-alimentaire». En amont du maillon «agriculture», on trouve le maillon «équipements agricoles et engrais» et en aval on trouve le maillon «industries de traitement» (conserves, textile, cuir) et «distribution» (transport, ventes, etc...).

Aujourd'hui, une centaine d'entreprises dominent l'agro-alimentaire et reçoivent les deniers de divers organismes privés ou publics (voir à ce sujet, l'article de L. Cladel sur la Banque mondiale). Evidemment cette situation ne laisse pas beaucoup de marge de manœuvre aux pays du tiers-monde qui sont engloutis dans ce circuit.

Ce sont les firmes multinationales américaines qui arrivent largement en tête et ont des filiales dans des dizaines — voire une centaine — de pays différents. Ce qui explique pourquoi dans les anciennes colonies françaises d'Afrique, le nom d'Unilever ne soit pas inconnu.

Citons le trust Gill and Duffus qui contrôle 40% du commerce mondial du cacao, Unilever 80% du marché international des oléagineux, Nestlé et General Foods se partageant 30 à 40% du marché du café.

Cette domination du marché mondial a des conséquences graves pour les peuples du tiers-monde, car elle amène des modifications dans les habitudes alimentaires. Par exemple au Sénégal, dans les villes, on ne mange plus que du pain blanc, moins riche, plus cher, et surtout entièrement dépendant des approvisionnements extérieurs en blé, alors que l'alimentation traditionnelle était basée sur le mil, le sorgho. On imagine les conséquences de cette situation quand il y a rupture d'approvisionnement et le chantage politique qu'il permet de la part des états fournisseurs (USA, Canada, France).

De plus, les devises qui sont dépensées par les pays du tiers-monde pour acheter ces produits, ne peuvent pas servir au développement agricole ou industriel du pays. D'où le cercle vicieux de la dépendance accrue. Sans parler du fait que les rares investissements sont surtout consacrés aux cultures d'exportation, qui intéressent davantage les multinationales de ce secteur.

Le problème crucial pour les pays du tiers-monde enfermés dans ce circuit, c'est qu'ils sont chaque jour davantage obligés de produire et de vendre pour un marché dont ils ne possèdent en rien la maîtrise. Et réciproquement, ils sont obligés d'acheter sur ce marché aux conditions fixées par les grandes firmes.

(Bibliographie: «La faim et le développement: l'agriculture» article paru dans la revue Recherches Internationales des Cahiers de l'Institut de recherches marxistes — PCF)

L'exportation de l'arachide sénégalaise et du phosphate togolais à bas prix, ou comment l'impérialisme continue de piller le Tiers Monde...

